

*Initiatives ministérielles*

le Québec aurait des droits automatiques pour joindre l'ALENA, par exemple, ou d'autres ententes commerciales comme l'Accord canado-américain de libre-échange.

C'est tout simplement faux. Hier, M. Christopher a clairement dit que ce ne serait pas nécessairement la même chose du tout, advenant la séparation.

• (1530)

Bien sûr, le vice-premier ministre du Québec a tenté de donner un «spin» différent à tout ça. Hier soir, aux nouvelles, on le voyait tenter de pédaler tant bien que mal pour essayer de faire dire autre chose à M. Christopher. Mais, ça n'a pas marché, bien sûr. Les propos de M. Christopher sont clairs. Dans un deuxième temps, on a vu, il y a quelques jours, le rapport Roh, qui a même été déposé dans cette Chambre et qui indique, encore une fois, que les traités signés par le Canada exclusivement avec les États-Unis ou avec le Mexique ne constituent pas des traités automatiquement offerts à d'autres pays si le Québec était un autre pays. Et je répète que je souhaite que cela n'arrive pas, je souhaite qu'on reste un pays uni, le grand pays dans lequel on vit.

Mais, tout ça ne serait pas automatique et le ministre des Finances l'a bel et bien dit. Le ministre des Finances a dit qu'il y a un million d'emplois au Québec qui dépendent du commerce. Il a été clair lorsqu'il a dit que des emplois comme ça, qui dépendent du commerce, sont des emplois qui sont, d'une façon ou d'une autre, menacés. Il n'a pas dit qu'ils étaient tous pour disparaître. Il ne l'a pas dit. Le député d'en face le sait et ses collègues aussi. Mais il est vrai que ces emplois, par exemple, sont menacés. Est-ce que ça voudrait dire que certains d'entre eux risqueraient de subir des réductions de salaire, dans d'autres cas des pertes d'emplois, dans d'autres cas des pertes de bénéfices, dans d'autres cas autre chose? Je ne le sais pas, mais il est sûr qu'il y a des enjeux. Il y a des pertes potentielles pour ce million de travailleurs. Ça ne veut pas dire qu'ils perdent tous leur emploi. Bien non! Le député le sait aussi.

Mais, ça ne veut pas dire non plus que tout reste comme aujourd'hui, parce que le député sait également au fond de son cœur que cela non plus n'est pas la vérité. Il y a des pertes potentielles et il y a d'énormes risques. On a vu une campagne référendaire avec différents tournants. On a vu au début, par exemple, ces députés séparatistes nous parler de souveraineté, sans élaborer. On a vu ensuite un chef séparatiste disparaître et un nouveau apparaître dans la campagne et, en même temps, on a parlé d'une nouvelle union, d'une séparation unifiante, si vous pouvez vous imaginer cela pendant une minute.

Dans cette séparation unifiante à la chef de l'opposition, lui proposait que cette séparation unifiante aurait pour effet d'avoir toutes sortes d'ententes avec le reste du Canada, imaginées ou autrement, en plus de jouir de tous les bénéfices des ententes internationales et du prestige international du Canada, incluant le passeport canadien, si vous pouvez vous imaginer cela pendant une minute.

Hier, dans un excès de zèle, le chef de l'opposition a admis que ce n'était peut-être pas ça. Là, il a commencé à tirer d'un autre bord, disant que peut-être qu'un passeport ne serait plus un passeport canadien. Peut-être que ça serait autre chose. Bien là, on voit qu'il commence à se réorienter dans ses propos, encore

une fois. On voit que les séparatistes changent comme cela tous les jours. La cible change de place.

Mais, le comble de tout cela, en ce qui a trait aux ententes et aux privilèges que certains séparatistes s'imaginent exister, est le suivant: c'est de voir, et j'ai de la grande difficulté à me l'imaginer et sans doute vous aussi, qu'on peut prendre le dollar canadien, le «loonie», avec le mot Canada dessus, et en faire le o du oui, pour ne pas dire l'odieux de cette campagne référendaire des séparatistes d'en face.

J'ai fait campagne, en fin de semaine dernière, dans la région de Saint-Janvier, près de Mirabel, et d'entendre, comme certains de mes collègues qui ont fait du porte à porte avec moi l'ont entendu de certains gens de l'âge d'or, se faire dire et s'être fait dire par des séparatistes que voter oui, ça voulait dire voter oui au Canada. Ces gens-là s'étaient fait dire cela par les séparatistes.

• (1535)

Mais c'est effrayant! Cela démontre que ces gens ne sont pas convaincus du tout de l'autre côté, puisqu'ils disent aux gens l'inverse de ce qu'ils tentent de leur faire croire dans le but d'avoir leur vote.

Je l'ai vu la fin de semaine dernière. C'est ce genre de choses qu'on voit. On dit aux gens du troisième âge, aux personnes âgées que voter oui cela veut dire voter oui au Canada. Je l'ai vu dans cette région. Je le dis aux députés d'en face, si leur argument est crédible, mais ils ne doivent pas le croire trop crédible eux-mêmes pour utiliser les arguments qui sont à l'inverse de la vérité pour tenter d'obtenir le vote des gens. C'est encore pire que la séparation unifiante du chef de l'opposition, telle qu'il l'a énoncée la semaine dernière. C'est le genre de choses que nous avons entendu.

Les propos du député, ce matin, lorsqu'il a essayé, avec son histoire révisionniste, de nous faire croire que l'Ontario et le Québec n'étaient ensemble que depuis 1867—il a dit 130 ans—alors qu'il sait fort bien que l'Acte d'union de 1840, monsieur le Président, vous qui êtes professeur, vous savez fort bien que l'Acte d'union de 1840 avait été—et devinez messieurs, mesdames—signé en 1840. Mais oui, c'est pour cela qu'on l'appelle ainsi.

Tous nos pages qui sont des étudiants ont déjà appris que l'Acte d'union de 1840 a été signé en 1840. Ce n'est pas une grande révélation pour eux, mais il semble que les députés du Bloc, pour les députés du Bloc, il faut également ajuster l'histoire, parce que le reste de l'argument n'est pas aussi bon non plus.

Je dis au député d'en face qui a pris la parole ce matin que les ententes dont il est question dans le projet de loi C-105 ne sont aucunement des ententes parallèles, ni semblables à celles de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ou l'ALENA entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

Les dirigeants commerciaux des États-Unis, soit le sénateur Dole, M. Roh, M. Christopher hier, ont été clairs pour dire qu'il y aurait des concessions pour qu'un Québec séparé puisse jouir des mêmes privilèges que ceux qu'ils ont aujourd'hui dans un Canada uni. C'est pour cela que le Canada doit rester uni, si ce n'est pas pour d'autres raisons, et il y en a bien d'autres, mais pour le bien commercial, pour le bien des travailleurs, des travailleuses, de tous ceux et celles qui ont des emplois au Québec et ailleurs au Canada.